

Souveraineté et ouverture

Édito __ Par Kawthar Moutaib

2020 et 2021, deux années aux répercussions sanitaires et économiques redoutables pour le monde entier. Parmi ce qu'a révélé la crise sanitaire : la nécessité de la souveraineté des États. Sur cette question, le Maroc a fait preuve d'agilité et d'anticipation pour faire face aux différents enjeux que posent la crise sanitaire et les mutations géopolitiques contemporaines, parce que la Royauté applique une politique du réel appuyée par des stratégies avec une vision sur le temps long.

La diversification des partenaires au centre des priorités stratégiques de la Diplomatie Royale

Depuis son accession au trône, le Roi Mohammed VI s'est attaché à redéfinir les contours de la diplomatie marocaine et à asseoir les bases d'une politique étrangère en harmonie avec les mutations de la scène internationale. L'ouverture et la diversification des partenaires en sont les maîtres-mots.



« Nous estimons que le statut avancé qui lie notre pays à l'Union européenne n'est pas une fin en soi. Il constitue, plutôt, une étape importante sur la voie de consolidation d'un partenariat maroco-européen que Nous voulons équitable et équilibré ».



Discours royal adressé à la Nation à l'occasion de la Fête du Trône le 30 juillet 2014

Le Roi Mohammed VI a donné, lors d'un discours à l'occasion du 68ème anniversaire de la Révolution du Roi et du Peuple le 20 août 2021, un nouvel élan aux relations avec l'Espagne, qui devront reposer sur « **la confiance, la transparence, la considération mutuelle et le respect des engagements** ». Le Souverain a également mis en exergue les relations de partenariat et de solidarité entre le Maroc et la France, lesquelles sont « **étayées par les solides relations d'amitié et d'estime mutuelle** » qui unissent le Roi et le Président Emmanuel Macron.





En sus du renforcement des relations de coopération avec l'Union européenne en tant que partenaire privilégié du Royaume, le Maroc compte tailler une place de choix dans le Centre du Vieux Continent.

Face à cet état de fait, la politique étrangère marocaine s'est employée à s'orienter davantage vers des coopérations avec le groupe de Visegrad, organisation régionale qui comprend la Hongrie, la Pologne, la République tchèque et la Slovaquie.

Récemment, le Maroc et la Hongrie ont signé plusieurs projets d'accords couvrant divers domaines de coopération bilatérale, à savoir la diplomatie, la justice, l'éducation, la culture, la douane, le sport, la recherche scientifique, la santé (accord sur la reconnaissance mutuelle des certificats de vaccination) ainsi que le mémorandum d'entente sur les consultations politiques qui vise à créer un cadre pour la discussion des sujets d'intérêt commun entre les deux parties et ce, moyennant des rencontres régulières entre les responsables de différents niveaux.

Au cœur des efforts de rapprochement réside également des intérêts communs dans les domaines économique et de l'investissement. À ce niveau, la Hongrie souhaite faire du Maroc sa plateforme africaine. En outre, les relations économiques entre le Maroc et la Pologne ont connu un grand dynamisme ; le Maroc est aujourd'hui le premier partenaire économique de la Pologne en Afrique. Dans le sens inverse, le Maroc pourrait s'appuyer sur les deux marchés hongrois et polonais pour partir à l'assaut de l'Europe centrale et orientale.

Le Maroc, un État multipolaire

Le Royaume a tenu à développer des partenariats stratégiques avec d'autres acteurs incontournables sur la scène internationale, notamment les grandes puissances.

« Afin de renforcer la politique d'ouverture et de diversification des partenariats, Nous veillons à consolider les relations séculaires qui unissent notre pays, respectivement à la Fédération de Russie et à la République populaire de Chine ».

Discours royal adressé à la Nation à l'occasion de la Fête du Trône le 30 juillet 2014

« Dans le cadre des relations historiques qui lient le Maroc et les Etats-Unis d'Amérique, Nous réaffirmons notre engagement à renforcer le partenariat stratégique entre les deux pays, notamment à travers la recherche de nouveaux mécanismes de soutien à l'Accord de libre-échange et la poursuite du dialogue stratégique ».

Discours royal adressé à la Nation à l'occasion de la Fête du Trône le 30 juillet 2014

Ceci montre que le Maroc est un État multipolaire, autant soucieux de son partenariat avec l'Union européenne qu'avec l'Europe centrale et orientale, la Russie, les Amériques, l'Afrique et l'Asie-Pacifique.

FEUILLETON DE L'ACTUALITE

Par Alaa-eddine Khaldi

4 Août • Union africaine

7 pays arabes soumettent une note d'objection suite à la décision du 22 juillet de donner à Israël le statut de pays observateur au sein de l'UA.

5 Août • Iran

Le religieux Ebrahim Raisi a prêté serment en tant que nouveau président de l'Iran après avoir été approuvé par le chef d'État Ali Khamenei. Raisi a promis de mettre fin aux sanctions américaines et de travailler pour la relance du secteur pétrolier.

6 Août • États-Unis

Le président Joe Biden annonce le passage à 50% de voitures électriques dans le marché américain d'ici 2030.

7 Août • Maroc

Le RNI remporte le plus grand nombre de sièges lors des élections des chambres professionnelles.

8 Août • Japon

Les jeux olympiques prennent fin avec les États-Unis étant le pays avec le plus grand nombre de médailles d'or obtenues.

12 Août • Maroc

Le cabinet britannique de conseil et d'analyse de données, GlobalData Plc, estime dans son rapport que le Maroc connaîtra la plus grande croissance économique en Afrique durant l'année 2021.

15 Août • Afghanistan

Les talibans, après une avancée rapide tout au long du pays, accèdent finalement à Kaboul et prennent le contrôle du palais présidentiel. Le président Ashraf Ghani s'exile et de nombreux pays décident de fermer leurs ambassades et évacuer leur personnel, à l'exception de la Turquie et la Russie.

20 Août • Chine

La Chine a officiellement révisé ses lois pour permettre aux couples d'avoir jusqu'à trois enfants, afin de stimuler le taux de natalité.

21 Août • International

L'Union européenne déclare qu'il n'y aura "ni reconnaissance, ni discussions politiques" avec les talibans.

23 Août • International

Le Bitcoin se rattrape et dépasse les 50.000 dollars après l'annonce de PayPal d'accepter les paiements en cryptomonnaie.

24 Août • International

L'Algérie suspend ses relations diplomatiques avec le Maroc dans un geste sans précédent, en accusant le Maroc « d'actes hostiles ».

27 Août • Cuba

Cuba reconnaît les cryptomonnaies comme monnaie légale, devenant ainsi le deuxième pays à les reconnaître après le Salvador.

Une souveraineté sanitaire, un impératif !

Par Habiba El Mazouni

La Covid-19 a révélé de façon éclatante que la souveraineté est aussi sanitaire. Elle conduit à repenser des concepts et mesures sur lesquelles la politique de puissance d'un État se construit. À cet effet, le Maroc s'élançait vers la fabrication de vaccins, de médicaments et de dispositifs médicaux.

« Convaincu que la souveraineté sanitaire est une composante essentielle de la sécurité stratégique du pays, Nous avons lancé un projet d'avant-garde pour la fabrication de vaccins, de médicaments et de matériel médical, indispensables pour le Maroc ».

Extrait du discours Royal adressé le 31 juillet 2021 à la Nation à l'occasion de la Fête du Trône.

Nous avons besoin immédiatement des masques de protection, de vaccins anti-Covid19, de tests de dépistage Covid-19, de matériel et d'équipements médicaux, etc. ; nous devons absolument les avoir ! Jusque-là chimérique, cette idée est aujourd'hui sensée d'une réalité vivante à laquelle chaque État est appelé à s'accorder raisonnablement.



En temps de crise sanitaire, et pour ne citer que quelques exemples, le Royaume du Maroc a diversifié ses sources d'approvisionnement en termes, entre autres, de vaccins anti-Covid19. En outre, l'industrie textile a été largement mobilisée pour se convertir à la production intensive de masques de protection et ce, afin de répondre aux besoins du pays et même pour l'exportation. Le Maroc a mis en place également une application de traçage numérique afin de repérer de manière précoce les personnes ayant été en contact avec des cas confirmés, en vue de gérer au mieux la pandémie.

La souveraineté d'un État est l'expression de la prise en main de son propre destin

Le 5 juillet 2021, le Roi Mohammed VI a présidé au Palais Royal de Fès, la cérémonie de lancement et de signature de conventions relatives au projet de fabrication et de mise en seringue au Maroc du vaccin anti-Covid19 et autres vaccins. Initié avec un investissement de 500 millions de dollars et l'implication de plusieurs organismes, publics et privés, marocains, chinois et suédois, ce projet a pour objet la promotion de l'autosuffisance du pays et le renforcement de ses capacités industrielles et biotechnologiques.

Un mois plus tard, un communiqué des laboratoires Pfizer et BioNTech SE annonce la signature d'un accord avec le ministère de la Santé, Pfizer Inc. et les laboratoires Pfizer SA au Maroc. L'accord porte sur l'approvisionnement de leur vaccin contre la Covid-19, dont les livraisons sont prévues au cours de l'année 2021.

Face aux dépendances extérieures et à une concurrence géopolitique de plus en plus acharnée, la souveraineté sanitaire fait face à de multiples enjeux...

Dans un monde multipolaire, les États ont clairement besoin d'une coopération internationale pour surmonter les embûches de leurs systèmes sanitaires et faire face aux multiples crises. Il est illusoire de croire qu'un seul État puisse couvrir, depuis son propre territoire et ses ressources premières, le développement et la fabrication de l'ensemble des médicaments nécessaires à une sécurité sanitaire des populations.

En même temps, une concurrence acharnée se fait sentir entre les États dans le domaine de la santé : la crise sanitaire a été utilisée dans des compétitions géopolitiques plus larges, par exemple le fait de contrôler les chaînes d'approvisionnement pour obtenir des concessions et des avantages géopolitiques.

Par ailleurs, l'un des défis de la souveraineté sanitaire réside dans la mise en place d'une politique de relocalisation. En effet, compte tenu de la localisation croissante de la production de principes actifs pharmaceutiques en Asie, principalement en Chine et en Inde, les États devraient réduire ou combler les écarts de coûts de fabrication entre les différents sites et ce, afin d'inciter les entreprises à rapatrier une partie de la production essentielle sur le territoire national.

Les États africains peuvent renforcer la résilience de leurs systèmes de santé et développer leur souveraineté sanitaire en se dotant d'une politique industrielle clairement définie et en investissant notamment en R&D pharmaceutique sur leurs territoires. Il n'empêche que la coopération internationale reste essentielle et peut prendre l'allure d'un transfert et partage de connaissances en santé ou encore d'une collaboration avec des réseaux de recherche internationaux.



Retour des talibans en Afghanistan : une défaite imprévisible ?

Par Alaa-eddine Khaldi

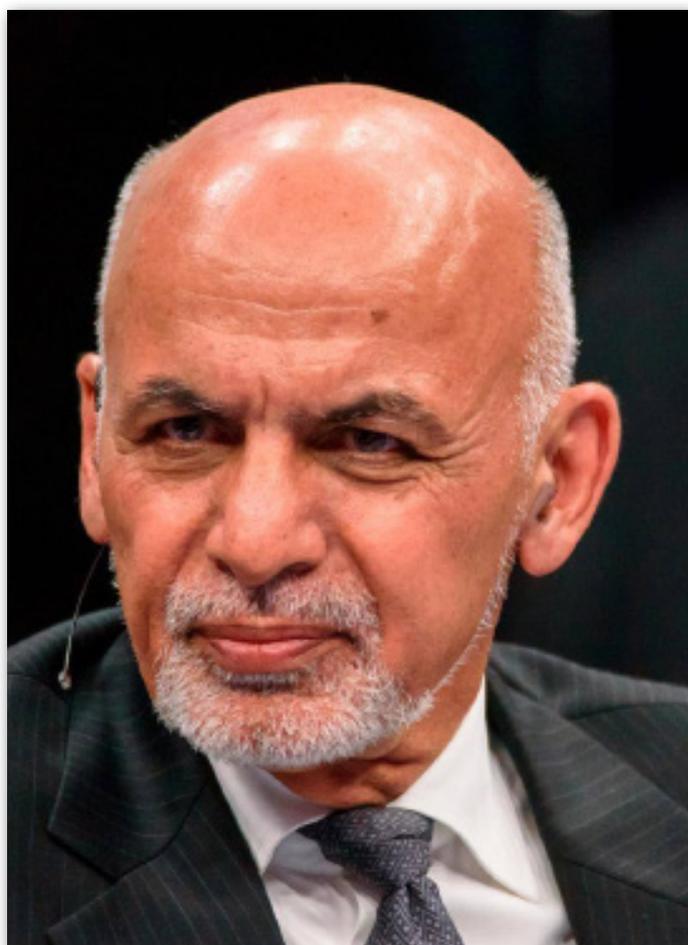
Suite à la décision du président américain Joe Biden de retirer les troupes de l'Afghanistan basées sur le pays depuis 2001 suite aux attaques du 11 septembre, et avec le départ du président du gouvernement afghan Ashraf Ghani, le 15 Août 2021, et en moins d'une semaine, les talibans ont capturé près d'une douzaine de villes clés en Afghanistan et pris le contrôle de la capitale, Kaboul.

Dans les quelques jours qui ont suivi la prise de contrôle de la capitale, de nombreuses analyses ont mis l'accent sur le fait que les forces gouvernementales étaient fortement affaiblies par la corruption, les «soldats fantômes» payés par l'État, la désunion politique et le manque d'empressement du gouvernement de Kaboul, ainsi que par l'absence de conseillers américains sur le terrain et un nombre limité de frappes aériennes américaines. Tous ces facteurs étaient importants. Cependant, en observant la situation géographique du pays et la politique de la région (y compris le soutien aux talibans), nous pouvons constater que l'issue de ces derniers jours était inévitable.

Avant le printemps 2021, les États-Unis avaient exhorté le président Ashraf Ghani à retirer les troupes et la police afghanes des nombreux points de contrôle isolés, dispersés dans les zones rurales entourant les capitales provinciales. Ils avaient également recommandé aux forces afghanes de se concentrer sur la défense des villes clés et de Kaboul. Ils espéraient ainsi que le gouvernement pourrait combattre les talibans jusqu'à l'impasse et assurer le pouvoir. Il s'est avéré que le président Ghani n'a pas tenu compte de ces conseils, mais il semblerait évident que les militaires américains et britanniques espéraient qu'il le ferait. Il se peut également que Washington, Londres et Kaboul aient pensé que les talibans ne pourraient pas lancer l'offensive avant le retrait définitif des forces américaines prévu pour le 8 septembre.

Depuis 2015, les talibans ont isolé les capitales provinciales en renforçant leur contrôle sur les districts ruraux environnants. Il existe des preuves que ses forces étaient placées dans tous les coins du pays, prêtes à commencer des opérations offensives au printemps. Leur première action, qui a consisté à s'emparer des points de passage frontaliers dans l'ouest de l'Afghanistan (frontière iranienne), a eu pour effet de priver le gouvernement afghan des recettes provenant de la taxation du commerce entrant. Si la guerre avait duré plus longtemps, ce seul fait aurait considérablement affaibli un gouvernement déjà en pleine crise budgétaire.

Les talibans ont ensuite commencé à mener des opérations dans l'est de l'Afghanistan. Ces opérations ont été rapidement suivies d'attaques dans le nord du pays. Finalement, ces offensives ont réussi à déjouer tous les efforts que les principaux chefs de guerre de



l'ancienne Alliance du Nord auraient pu faire pour mobiliser leurs anciennes milices. La chute subséquente de Kandahar, la deuxième ville d'Afghanistan, a affaibli de manière décisive la position du gouvernement. Les talibans avaient planifié de manière optimale leur offensive, au niveau tactique, opérationnel et stratégique.

Les résultats du départ des forces armées américaines ne sont pas uniquement liés à des acteurs locaux et des enjeux purement politiques pour le contrôle du pouvoir en Afghanistan. Étant donné que le pays occupe une position stratégique entre l'Asie centrale et l'Asie du Sud, une région riche en pétrole et en gaz naturel, l'Afghanistan a longtemps été confronté à l'ingérence constante de l'Union soviétique/Russie, du Royaume-Uni, des États-Unis, de l'Iran, de l'Arabie saoudite, de l'Inde et, bien sûr, du Pakistan. Ces différents acteurs internationaux détiennent des visions et des intérêts différents pour l'Afghanistan, certains le veulent pour sa richesse tandis que d'autres cherchent son emplacement géographique.

Lorsque le Pakistan a obtenu son indépendance en 1947, l'Afghanistan a été le seul pays à voter contre sa formation aux Nations unies. Une partie de la tension provient du refus de l'Afghanistan de reconnaître la ligne Durand, la frontière de 2500 kilomètres tracée à la hâte qui a coupé des milliers de tribus pachtounes en 1893.



Craignant que les Pachtounes des deux pays ne réclament la création d'une patrie nationale qui traverse le nord du Pakistan, le Pakistan a longtemps cherché à faire de l'Afghanistan un État client islamique, soutenant une identité islamique (par opposition aux Pachtounes) pour gagner en profondeur stratégique vis-à-vis de l'Inde, étant donné que si l'Inde et l'Afghanistan développent de bonnes relations diplomatiques, le Pakistan se verrait entouré entre les deux pays et affaibli par leur alliance. Le Pakistan a contribué à donner le pouvoir aux talibans en 1994 et a été le voisin le plus impliqué de l'Afghanistan. Par l'intermédiaire de sa principale agence de renseignement, l'ISI, il a financé les opérations des talibans, recruté de la main-d'œuvre pour les armées talibanes et aidé à planifier et à armer leurs offensives. Ce soutien de l'ISI aux talibans s'explique par son objectif d'éradiquer le nationalisme pachtoune et de maintenir un équilibre géopolitique dans la région en vue de l'Inde.

La résurgence des talibans a engendré une crise humanitaire aiguë en Afghanistan, ainsi que des violations effroyables des droits de l'homme. Au milieu du chaos, le gouvernement taliban déchu a accusé les États-Unis de laisser derrière eux un «désastre». Et pourtant, alors que beaucoup critiquent le président américain Joe Biden pour avoir retiré ses troupes, il est peu probable, compte tenu de toutes ces forces régionales en jeu, que les États-Unis auraient pu parvenir à la stabilité en Afghanistan, quelle que soit la durée de leur séjour.

L'histoire récente nous aura bien montré qu'une intervention par la force dans le pays n'est pas une solution efficace pour assurer sa stabilité et son développement, faudrait-il, peut-être, voir ce que les talibans ont à offrir à leur pays et à la communauté internationale avant de prendre une position claire.

Élections 2021 au Maroc. L'espoir fait vivre...

Par Habiba El Mazouni

À l'issue du scrutin du 8 septembre, le nombre de participants annoncé par le ministère de l'Intérieur ne laisse planer aucun doute : la hausse du taux de participation, qui dépasse celui des années 2011 et 2016, constitue bien une évolution politique sous-entendant l'espoir d'une nouvelle époque.

Le Rassemblement national des indépendants (RNI) a remporté les élections qui donneront lieu à un nouveau gouvernement pour un mandat de cinq ans ; les élections où seront renouvelés à la fois les parlementaires et les représentants régionaux et communaux. Le RNI remporte 102 sièges dans la nouvelle Chambre des représentants devant le Parti authenticité et modernité (PAM, 87 sièges) et l'Istiqlal (PI, 81 sièges).

Par ailleurs, en ôtant au Parti de la justice et du développement (PJD) son « aura politique », les Marocains l'ont également consacré, dans un processus démocratique, comme énigme. Le parti islamiste qui a dominé pendant dix ans la vie politique marocaine perd 90% de ses sièges par rapport aux élections de 2016, passant de 125 à 13 sièges.

Le Roi Mohammed VI a nommé, vendredi 10 septembre, Aziz Akhannouch chef du gouvernement chargé de former le nouvel exécutif. Dans ce sens, des coalitions devraient réunir le RNI et d'autres partis.

Aziz Akhannouch a entamé des consultations pour la formation du nouveau gouvernement par trois rencontres avec le secrétaire général du PAM, Abdellatif Ouahbi, le secrétaire général du PI, Nizar Baraka, le premier secrétaire de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), Driss Lachgar, le secrétaire général du Mouvement populaire (MP), M'hand Laenser et le secrétaire général de l'Union constitutionnelle (UC), Mohamed Sajid.

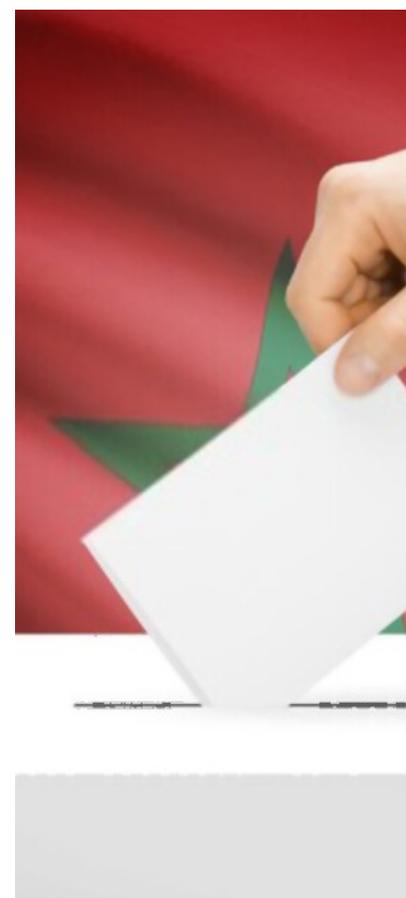
Il a poursuivi ses consultations pour former le nouveau gouvernement en rencontrant le secrétaire général du Parti du progrès et du socialisme (PPS), Mohamed Nabil Benabdallah, le secrétaire général du Mouvement Démocratique et Social (MDS), Abdessamad Archane, le secrétaire général du Front des Forces Démocratiques (FFD), Mustapha Benali et le coordinateur de l'Alliance de la fédération de gauche, Abdeslam Laâziz.

Quant au PJD, il s'est excusé, tout comme la secrétaire générale du Parti socialiste unifié (PSU), Nabila Mounib, qu'elle se rangera dans les rangs de l'opposition.

Face à cet état de fait, les consultations se poursuivront et les contours de la majorité gouvernementale se préciseront au cours de la semaine prochaine.

Le 13 septembre dernier, Aziz Akhannouch a annoncé qu'il se retirait de « toute gestion » de la holding familiale pour se consacrer entièrement à ses nouvelles fonctions. Le lendemain, il dépose sa candidature à la présidence du conseil communal d'Agadir.

In fine, les partis politiques seront invités à adopter un Pacte de développement économique et social qui donnera corps aux aspirations populaires de dignité, de relance d'emploi, de lutte contre les disparités et la précarité, de refonte du système de santé et de développement de l'éducation, entre autres. Ils seront invités ainsi à mettre en place une nouvelle génération de réformes et de projets avec beaucoup de courage, d'engagement et de responsabilité.



QUESTION DU MOIS

Par Habiba El Mazouni

LA PUISSANCE ?





Qu'est-ce que c'est ?

À l'encontre d'une approche classique de la puissance entendue comme l'étendue du territoire, les ressources naturelles, le volume de la population et le potentiel industriel d'un État, la notion de puissance relève aujourd'hui de la capacité et la volonté de déterminer les règles du jeu ou, au moins, de ne pas se les faire imposer (Smouts, 1980). La puissance s'apprécie de nos jours selon la capacité des États à se faire entendre à l'échelle du monde sur les plans diplomatique et militaire, technologique et culturel.

Autrement dit, des facteurs immatériels s'ajoutent aux facteurs matériels traditionnels de la puissance. Il s'agit, à cet effet, de la cohésion nationale, du rayonnement culturel (linguistique, médiatique, sportif, culinaire, éducatif, ...), et de la capacité d'influence au sein des institutions internationales.

Quels en sont les enjeux ?

La mondialisation a bousculé la notion de puissance ; l'interdépendance qui caractérise les rapports entre les États pose de plus en plus la question de la capacité de ces derniers à maintenir et conserver le contrôle du destin national. La puissance n'est plus l'apanage des pays du Nord au détriment de ceux du Sud ; des États montent en puissance grâce à leur diplomatie dynamique ou encore leurs politiques ambitieuses (énergétique, spatiale, sportive, diplomatique, etc.). En outre, les dynamiques de la mondialisation entraînent une ouverture des marchés et donc une augmentation de la concurrence internationale. Pour y faire face, les États devraient se doter de méthodes et de structures qui permettront une analyse de l'environnement et une alimentation des processus de réflexion stratégique, à l'instar de l'intelligence économique.



Maha GMIRA

Experte en intelligence artificielle, professeure et titulaire de la chaire « Femme en Science : Intelligence Artificielle et Futur » à l'Université Euromed de Fès.



« Créatrice de richesse, mais également source de quelques controverses, l'intelligence artificielle est devenue un axe de développement stratégique pour de nombreux pays »

1 - Nous sommes en train de vivre une véritable révolution technologique et une course mondiale à l'intelligence artificielle (IA), avec notamment la montée en puissance du numérique et le bouleversement des modes de traitement de l'information. Où en est le Maroc dans cette révolution et quels sont les progrès qui ont été accomplis dans plusieurs domaines tels que l'agriculture, l'industrie, la mobilité, les services gouvernementaux, la santé ou encore la R&D ?

Créatrice de richesse, mais également source de quelques controverses, l'intelligence artificielle est devenue un axe de développement stratégique pour de nombreux pays. Le Maroc n'en fait pas exception. Au Maroc, nous parlons davantage de transformation digitale que d'Intelligence Artificielle (IA).

Le Centre National pour la Recherche Scientifique et Technique (CNRST) a publié un rapport intitulé « Production scientifique relative à la transformation numérique : Scopus et WOS (2015-2020) », concluant que la transformation numérique du Maroc se porte bien par rapport à ses partenaires régionaux. Ainsi, le Maroc est classé deuxième en Afrique, derrière l'Afrique du Sud et troisième dans le monde arabophone derrière les Émirats arabes unis et l'Arabie saoudite.

Le Maroc a réussi à intégrer la technologie numérique dans son économie à un rythme rapide au cours de ces dernières années. Dans la région, notre pays a été précurseur dans ce domaine invitant ses services publics ainsi que les entreprises privées à amorcer cette métamorphose. En industrie, plusieurs initiatives et projets en faveur de l'industrie 4.0 voient le jour, en Santé, nous assistons à la modernisation des systèmes d'information hospitaliers, la digitalisation de services comme la prise de rendez-vous, l'effervescence autour du projet du dossier patient, etc. Avec les contraintes, telles que le stress hydrique, que connaissent certaines régions réputées agricoles, le Maroc est conscient de l'importance d'intégrer le digital et l'IA pour gérer de manière efficiente les ressources dont il dispose.

Dans le domaine de l'éducation, le Maroc est conscient de l'importance de préparer une nouvelle génération de jeunes scientifiques marocains pour assurer et pérenniser cette transformation, par la création, par exemple, de la première école d'ingénieurs, complètement dédiée à l'Intelligence Artificielle, à l'Université Euromed de Fès, ou encore la mise en place du supercalculateur à l'Université Mohammed VI Polytechnique.

Cependant, en dépit de ces efforts, la R&D demeure le parent pauvre, car l'investissement en R&D demeure faible en comparaison avec d'autres pays. Surtout que c'est à travers la recherche et développement et la recherche et technologie que nous pouvons créer une forte valeur ajoutée à tous ces secteurs et plutôt que d'être utilisateur de technologies, nous pouvons en devenir créateur.

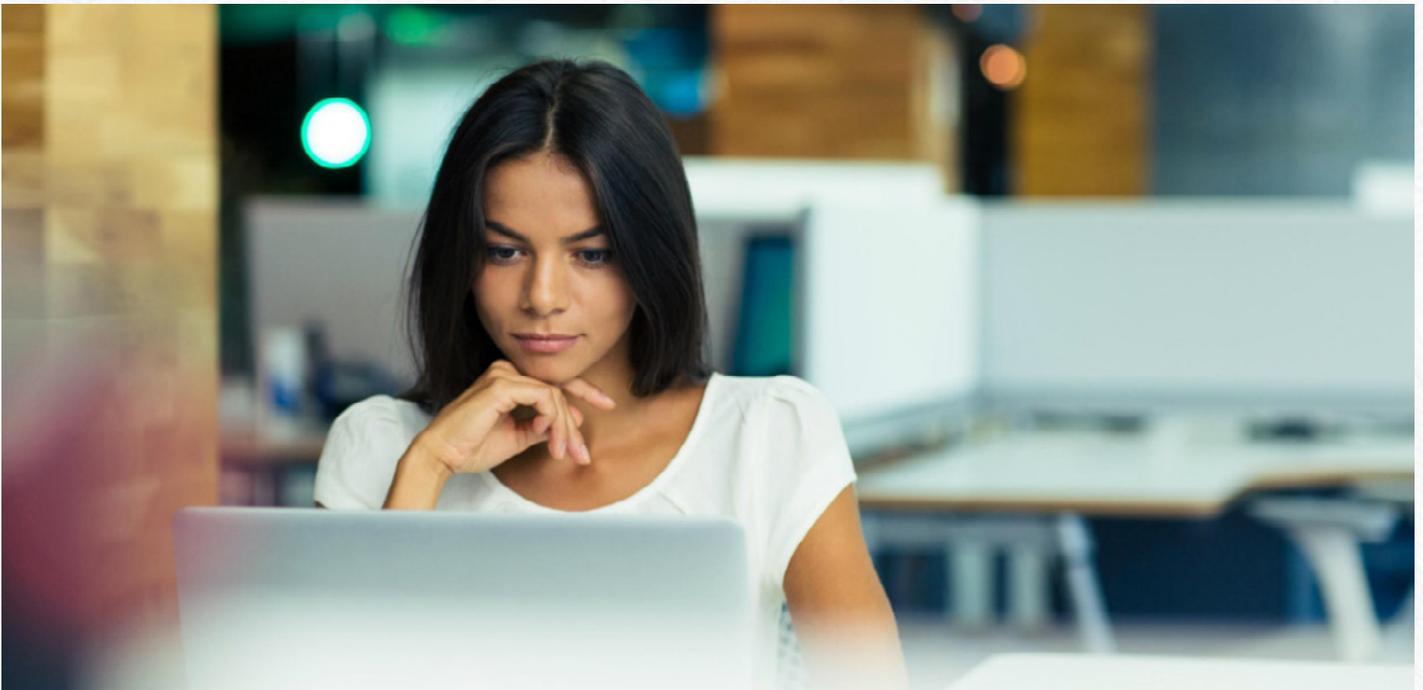
Finalement, j'aimerais dire que si certains étaient encore sceptiques quant au rôle de la technologie dans nos sociétés modernes, la pandémie qu'a connue notre planète a dissipé tout doute. De la collecte et la mise en commun de données mondiales, à la recherche médicale en faveur d'un vaccin ou médicament, en passant par la géolocalisation des cas contact, le digital a été omniprésent et s'est avéré très utile pour analyser, anticiper et prévenir certains phénomènes.



2 - Seulement 22 % des professionnels de l'IA sont des femmes selon le rapport 2018 sur l'égalité hommes-femmes du Forum Économique Mondial. Les femmes occupent ainsi des métiers susceptibles de disparaître et semblent être oubliées de cette transformation technologique. Quelle lecture faites-vous de cette sous-représentation féminine de manière générale, et quelles sont particulièrement les différentes activités que la chaire « Femme en Science : Intelligence artificielle et futur » met en œuvre dans ce sens ?

Pendant des siècles, l'inégalité entre les sexes a été et demeure un défi majeur de nos sociétés. Ainsi, l'égalité complète des sexes est un objectif qui n'a pas encore été atteint. Qu'il s'agisse du droit de vote, du droit de travailler ou celui d'obtenir un salaire égal à celui de l'homme, les femmes ont dû lutter pour leurs droits fondamentaux.

Avec de plus en plus de femmes entrant sur le marché du travail, nous sommes maintenant confrontés au problème de l'inégalité des revenus, du manque de représentation des femmes et d'autres stéréotypes profondément enracinés. Certaines de nos sociétés fonctionnent à travers des hiérarchies de genre et c'est nous qui avons créé ces hiérarchies et ces déséquilibres. L'éducation n'en fait pas exception, et l'intégration de filières scientifiques encore moins. Il y a donc clairement un effort de sensibilisation des jeunes filles pour intégrer des parcours scientifiques et ce, dès leurs plus jeunes âges. Ensuite, il faut créer des leviers pour qu'elles puissent poursuivre un parcours universitaire qui les mènera à occuper des postes de responsabilité, par exemple des bourses d'excellence, des opportunités de stages en entreprise, etc.



En outre, l'accès aux femmes aux métiers de l'IA est crucial en raison de la nature même de cette discipline. Les systèmes basés sur l'intelligence artificielle fonctionnent essentiellement à travers un ensemble de règles appelées algorithmes. Ces algorithmes utilisent de grands ensembles de données pour identifier des modèles, faire des prédictions et recommander de futures actions. À travers le temps, ces systèmes s'améliorent automatiquement grâce à leur capacité d'apprentissage. Par conséquent, leurs fondations sont posées par les créateurs dont les préjugés sexistes inhérents, le cas échéant, affecteraient le développement du système d'IA et mèneraient inéluctablement à une prise de décision biaisée. Ce phénomène est appelé « Biais en IA ».

Avoir plus de femmes qui codent les algorithmes et appliquent l'IA est une façon, là aussi, de contribuer à créer une sorte d'égalité.

Afin de contribuer à atteindre cet objectif, l'Université Euromed de Fès et l'ICESCO ont créé, le 17 mai 2021, la Chaire « Femmes en Sciences : IA et Futurs » pour contrer le problème de sous-représentation féminine dans le domaine de l'IA au moyen de diverses activités visant à accroître le recrutement, la rétention et la progression des femmes.

Pour les plus jeunes filles, âgées entre 7-12 ans, des « codings Bootcamps » sont organisés pour les initier, de manière ludique, à un ordinateur, un algorithme, etc. Pour les plus âgées d'entre elles, la Chaire organise des écoles d'été pour parfaire leurs connaissances en IA, leur offre des bourses d'excellence pour poursuivre des études doctorales et post-doctorales et finalement, un programme de formation continue est réservé au grand public pour démystifier l'IA et les sensibiliser à ses enjeux éthiques.



3 - Quels sont à votre avis les opportunités et défis que représente l'IA dans le contexte africain ?

Les technologies basées sur l'intelligence artificielle devraient injecter 15 000 milliards de dollars dans l'économie mondiale d'ici 2030. Selon l'International Data Corporation, les dépenses consacrées aux systèmes cognitifs et d'IA dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique atteindront 114,2 millions de dollars d'ici 2021, représentant ainsi un taux de croissance annuel de 32 %. L'intelligence artificielle conduit actuellement une transformation à grande échelle et l'Afrique semble avoir une opportunité unique de jouer un rôle actif dans cette recherche de pointe.

Ceci est principalement dû à des facteurs inhérents à l'Afrique, le plus important à mentionner est la situation démographique. L'Afrique connaît un boom démographique avec deux éléments clés : une population jeune et urbaine. L'âge médian actuel est de 19,5 ans (38,1 et 37,7 pour les États-Unis et la Chine respectivement) et cette population (jeunesse africaine) devrait doubler pour atteindre 225 millions d'ici 2055, alors que la population urbaine est passée de 19 % à 39 % en 50 ans. Cette caractéristique distinctive de l'Afrique peut l'aider à participer à des activités de recherche de classe mondiale et donc, figurer parmi les transitions induites par l'IA les plus rapides et les plus puissantes au monde.

L'IA a le potentiel d'améliorer les résultats des services publics et de créer de nouvelles sources de revenus et des services complémentaires, créant ainsi de nouvelles opportunités, notamment des gains d'efficacité économique, sociale et environnementale.

En Afrique, l'IA est un pilier clé pour une croissance durable, et elle a le pouvoir d'apporter de la croissance économique non seulement aux puissances économiques connues telles que l'Afrique du Sud et le Nigéria, mais aussi à des pays plus petits.

Cependant, afin d'effectuer cette transformation, il est nécessaire de répondre à certains prérequis, dont :

- Infrastructure appropriée capable de gérer les opérations de stockage et d'analyse requises qui peuvent être complexes et coûteuses ;
- Connectivité à Internet haut débit, etc. ;
- Cadres politiques et réglementaires pour façonner les aspects éthiques de l'IA ;
- Compétences locales en IA ;
- Création de réseaux pour la coopération africaine dans ce domaine.

Prochains événements



E-CONFERENCE – 21-23/09/2021

Brazil Focus on Africa 2021, organisé par Standard Bank Group.



WEBINAIRE – 21/09/2021

A Millennial Conversation: Brain Drain on the African Continent, organisé par Oando Energy Resources.



WEBINAIRE – 23/09/2021

Thriving on uncertainty: COVID-19 related opportunities for terrorist groups, organisé par Policy Center for the New South (PCNS).



info@hadvisors.net



+212 537 73 45 13